

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre**

St Cyr en Val, le 08/07/2011

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société SEMOFLEX VAL DE LOIRE
(Unité d'impression)

Commune de SAINT CYR EN VAL

Arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I. Introduction

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement. Il présente les prescriptions complémentaires imposées à la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression) située sur la commune de Saint Cyr en Val.

II. Contexte réglementaire

Les installations visées par la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (imprimerie ou ateliers de reproduction graphique) entrent dans le champ d'application de la directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) et de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement, dès lors qu'elles disposent d'une capacité de consommation de solvants de plus de 200 tonnes par an.

La société SEMOFLEX VAL DE LOIRE est spécialisée dans l'impression de films plastiques par flexographie sur des films en polyéthylène étirables ou rétractables. Ce secteur est concerné par la catégorie 6.7. de l'annexe I de la directive IPPC et par le BREF STS relatif au traitement de surface utilisant des solvants.

Les valeurs limites d'émissions associées aux meilleures techniques disponibles (MTD) figurant dans les documents BREF (Best available technique REFERENCE documents) élaborés par la Commission Européenne constituent les valeurs de référence à atteindre et doivent être prises en compte dans les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2009 réglementant le fonctionnement des installations de la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression).

En outre, en raison des quantités de composés organiques volatils émises à l'atmosphère, le site exploité par la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression) est l'un des plus gros émetteurs de composés organiques volatils de la région Centre.

De plus, cet établissement est classé P1 (priorité nationale) compte tenu de ses émissions de composés organiques volatils supérieures à 100 tonnes par an (229 tonnes au titre de l'année 2010).

III. Analyse de la situation administrative du site

3.1. Cadre réglementaire

L'activité relative à l'imprimerie ou ateliers de reproduction graphique relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2450.2°a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. D'après le plan de gestion des solvants transmis à l'inspection des installations classées, la consommation de solvants au titre de l'année 2010 est de 334 tonnes.

Le bilan de fonctionnement transmis par l'exploitant de la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression) en février 2008 étant incomplet, il a été imposé à l'industriel par arrêté préfectoral :

- l'élaboration d'une étude mettant en évidence les éventuels écarts entre les performances de ses installations et celles attendues en application des meilleures techniques disponibles (MTD),
- en cas d'écart, la réalisation d'une étude technico-économique permettant de définir les modes de traitement à mettre en place afin de respecter les niveaux d'émission dit « MTD » et complétée par une proposition de mise en œuvre des actions nécessaires ou d'un argumentaire démontrant que les investissements nécessaires pour la mise à niveau induirait des coûts excessifs qu'il ne serait pas viable de faire supporter à l'entreprise au regard de ses capacités financières.

L'exploitant a transmis, en juin 2008, l'étude mettant en évidence les écarts entre les performances de ses installations et celles attendues en application des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF STS (traitement de surface utilisant des solvants).

3.2. Situation par rapport aux niveaux d'émission du BREF STS

Les principaux polluants émis à l'atmosphère par les activités de la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression) sont des composés organiques volatils. Ces polluants sont émis par les installations d'impression suivantes :

- imprimeuse JADE (remplacée par la production COMEXI),
- imprimeuse ASTRAFLEX n°4,
- imprimeuse ASTRAFLEX n°5.

Des mesures portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus du fonctionnement des imprimeuses ont été réalisées. Les résultats de ces mesures (imprimeuse JADE : concentration en COV totaux = 554 mg/ Nm³ - imprimeuse ASTRAFLEX n°4 : concentration en COV totaux = 560 mg/Nm³ - imprimeuse ASTRAFLEX n°5 : concentration en COV totaux = 1022 mg/Nm³) montrent que les dispositions de l'article 30.32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ne sont pas respectées, à savoir : la valeur limite d'émission de COV non méthaniques dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total est de 75 mg/Nm³.

L'industriel a donc décidé de mettre en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) afin de respecter les valeurs limites d'émission de COV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. La mise en place du SME permet à la société de se conformer à une valeur d'émission globale appelée émission cible, un tel schéma garantit que le flux total des émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

L'émission cible a été estimée à 1 kg de COV/kg d'extrait sec. Pour l'année 2010, la masse d'extrait sec total des encres consommées est de 71,65 tonnes et les émissions totales s'élèvent à 229 tonnes. Ces émissions sont supérieures à l'émission annuelle cible (EAC) établie par le SME.

Pour réduire ses émissions en COV, l'industriel avait par conséquent décidé de substituer les encres solvantées par des encres à l'eau. Le programme présenté par l'exploitant dans son courrier du 3 juillet 2009, pour la substitution des encres solvantées par des encres à l'eau s'établissait ainsi qu'il suit :

- substitution en mars 2010 pour la production ASTRAFLEX n°5,
- substitution en juillet 2010 pour la production JADE (remplacée par la production COMEXI),
- substitution au cours du premier semestre 2011 pour la production ASTRAFLEX n°4.

Ces différentes échéances ont été prescrites par arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2009.

Lors des contrôles de l'établissement les 19 mai 2010 et 2011, l'inspection des installations classées a constaté que la substitution des encres solvantées par des encres à l'eau n'avait pas été réalisée à l'échéance de mars 2010 pour la production ASTRAFLEX n°5 et à l'échéance de juillet 2010 pour la production COMEXI (ex JADE). L'industriel a précisé que les résultats des essais d'impression avec des encres à l'eau s'étaient avérés négatifs, le fournisseur d'encres n'arrivant pas à produire une qualité d'encre satisfaisante pour que celle-ci adhère aux films en polyéthylène.

Par courrier du 16 juin 2011 adressé à Monsieur le Préfet du Loiret, l'exploitant a par conséquent proposé de mettre en place un traitement par oxydation biologique. Ce traitement est l'une des meilleures techniques disponibles décrites dans le BREF STS pour l'impression d'emballages souples par flexographie et héliogravure d'emballage et dans le BREF CWW (systèmes communs de traitement des eaux et des gaz résiduaux), documents BREFs applicables aux installations de l'établissement.

L'installation de traitement par oxydation biologique est composée d'un biolaveur et d'un biofiltre ; les gaz résiduels traversent le biofiltre, où les microorganismes présents (bactéries) éliminent le solvant.

Ce procédé, non consommateur d'énergie telle que le gaz ou le fioul, permettrait d'atteindre un abattement des composés organiques volatils compris entre 80% et 90%.

Afin de dimensionner l'installation de traitement par oxydation biologique aux besoins de l'établissement, l'exploitant procédera à des mesures complémentaires portant sur les teneurs en composés organiques volatils issus des trois machines d'ici la fin du mois de juillet 2011.

Le programme présenté par l'exploitant pour l'installation de ce traitement par oxydation biologique s'établit ainsi qu'il suit :

- réalisation de mesures portant sur les teneurs en composés organiques volatils issus des trois machines avant le 31 juillet 2011,
- réalisation de l'étude de faisabilité et de dimensionnement du traitement par oxydation biologique avant le 31 décembre 2011,
- mise en place du traitement par oxydation biologique avant le 30 septembre 2012.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2009 prescrit la mise à jour de l'étude des risques sanitaires avant fin 2011, mise à jour associée à la substitution des encres solvantées par des encres à l'eau. Cette substitution étant abandonnée, l'échéance relative à la mise à jour de l'étude des risques sanitaires n'a plus lieu d'être et doit donc être supprimée.

IV. Conclusion

Considérant que :

- les activités de la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression) appartiennent au secteur du traitement de surface utilisant des solvants,
- ce secteur d'activité est concerné par la catégorie 6.7. de l'annexe I de la directive IPPC,
- les valeurs limites d'émissions associées aux meilleures techniques disponibles (MTD) figurant dans les documents BREF (best available technique REFERENCE documents) et élaborés par la Commission Européenne définissent les valeurs de référence à atteindre et doivent être prises en compte dans les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2009 réglementant le fonctionnement des installations de la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression),

le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport abroge les articles relatifs à l'échéancier de substitution des encres solvantées par des encres à l'eau et à la mise à jour de l'étude des risques sanitaires, et impose à la société SEMOFLEX VAL DE LOIRE (Unité d'impression) :

- la réalisation de mesures portant sur les teneurs en composés organiques volatils issus des trois machines ASTRAFLEX n°4, ASTRAFLEX n°5 et COMEXI avant le 31 juillet 2011,
- la réalisation de l'étude de faisabilité et de dimensionnement du traitement par oxydation biologique des composés organiques volatils avant le 31 décembre 2011,
- la mise en place du traitement par oxydation biologique des composés organiques volatils avant le 30 septembre 2012.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au rapport est rédigé dans ce sens conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement. Ce projet d'arrêté doit être soumis pour avis aux membres du CODERST auxquels nous proposons d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du Centre, Préfet du Loiret – Direction Départementale de la Protection des Populations – Service de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX

Pour le directeur,

Signé